

Soutenez, aidez financièrement la Campagne BDS France !

Nous vous présentons nos meilleurs vœux pour 2020.

Malgré de multiples tentatives d'intimidations de l'État d'Israël et de ses soutiens, en 2019 la campagne BDS, Boycott-Désinvestissement- Sanctions, s'est considérablement développée dans le monde et notamment en France.

Elle s'appuie exclusivement sur le droit international, elle est notre réponse citoyenne, antiraciste et non violente à l'impunité d'Israël. Chacun-e de nous peut s'y inscrire pour affirmer son opposition aux politiques de colonisation, d'occupation et d'apartheid menées par l'État israélien. Le peuple palestinien, victime d'une répression tragique et de la complicité des grandes puissances, nous demande unanimement de développer cette campagne.

En 2019 BDS France a participé aux campagnes internationales de désinvestissement : campagne partiellement gagnée contre la société d'assurances et banque Axa, campagne en cours contre l'entreprise Puma. Nous avons demandé à de nombreux artistes de ne pas se produire en Israël, telle Catherine Ringer des Rita Mitsouko, ou des artistes français participant à divers festivals à Tel Aviv. En mai dernier, dans le cadre d'une campagne internationale contre l'Eurovision en Israël, pour la première fois une tribune réussissant plus de 100 artistes français était publiée pour appeler au boycott de l'évènement, après une intense et exemplaire campagne de plusieurs mois en France et en Europe.

BDS France s'est aussi fortement mobilisée contre la résolution proposée par le député Maillard à l'Assemblée Nationale visant à faire adopter la définition de

l'antisémitisme de l'IHRA. Nous avons ainsi pu convaincre de nombreux députés de ne pas voter cette résolution.

En 2020, nous relayerons en France les campagnes internationales de BDS, nous participerons en mars à la Semaine Internationale contre l'Apartheid Israélien, nous continuerons également à participer aux campagnes de boycott culturel et sportif des événements servant officiellement la propagande israélienne, et nous contrattaquerons la campagne israélienne de diffamation visant à délégitimer le mouvement BDS.

C'est pourquoi nous faisons appel à votre solidarité financière. Cet appel à dons permettra de développer la campagne BDS, d'augmenter sa visibilité à travers notamment la création et la diffusion de nouveaux outils.

Il permettra également de continuer à soutenir tous les militant-e-s attaqués ou poursuivis pour leur participation à cette campagne, qui contrairement à ce que prétendent les relais d'Israël en France, n'est pas illégale.

Malgré les attaques qui voudraient nous faire taire et visent à criminaliser la solidarité avec le peuple palestinien notre audience s'amplifie, la politique israélienne est de plus en plus condamnée par l'opinion publique dans le monde entier, et nous poursuivons sans relâche notre combat contre l'apartheid israélien.

Ce combat fait partie des luttes des peuples contre les politiques racistes, discriminatoires, suprématistes, sécuritaires, et pour un monde décolonisé, dans lequel sont promues la justice, l'égalité et la dignité.

La campagne BDS France a besoin de votre soutien, car hormis la cotisation annuelle des organisations membres de la campagne, nous ne pouvons compter que sur le soutien financier des sympathisant-e-s de la cause du peuple palestinien et de l'appel au BDS.

Vous pouvez aider à financer la campagne BDS France en faisant un chèque à l'ordre de « Solidarité – Palestine » à l'adresse suivante :

Solidarité Palestine

21 ter rue Voltaire

75011 Paris

Nous vous invitons à contribuer au financement de la Campagne et à faire circuler ce message autour de vous.

Nous comptons sur vous !

[La campagne BDS France](#)

www.bdsfrance.org

campagnebdsfrance@yahoo.fr

La résolution Maillard ne nous intimide pas !

Votée récemment, cette résolution vise à susciter des menaces de sanctions pénales contre toute mobilisation dénonçant résolument la politique d'apartheid israélienne, et notamment contre le mouvement BDS.

Beaucoup de publications condamnant le projet de résolution ont circulé sur internet et dans divers médias avant le vote, par exemple [cet appel émanant de 127 universitaires juifs](#) .

La résolution Maillard n'est que l'une des tentatives des amis du régime israélien pour essayer de faire taire ses nombreux

opposant-e-s sur tous les continents.

Elle repose d'ailleurs sur des bases très fragiles !

Seuls environ un quart des député-e-s l'ont soutenue, soit 154, alors que peu avant elles/ils étaient très nombreux dans l'hémicycle. Et seulement 84 sur 303 de la majorité présidentielle LREM, alors que 26 de ce groupe ont voté contre et 22 se sont abstenu-e-s.

Quant au contenu de la résolution, il repose sur une définition banale de l'antisémitisme, précédée par des attendus assimilant l'antisionisme, qui est une idéologie, un point de vue longtemps majoritaire parmi les juifs dans le monde, à une forme d'antisémitisme.

Nous n'ignorons pas que cette résolution, qui statutairement n'a pas valeur de loi mais n'est qu'une simple recommandation, permettra néanmoins aux amis du régime israélien d'essayer de nous harceler davantage, comme cela s'est déjà produit en Angleterre ou en Allemagne.

Mais l'image du régime israélien colonial, d'apartheid, qui déploie des pratiques criminelles et cyniques, continue de se dégrader dans l'opinion publique internationale alors que la Campagne internationale BDS poursuit inexorablement son développement.

Cette campagne est non violente et antiraciste, elle fait partie de la lutte des peuples contre les politiques racistes, suprématistes, sécuritaires, militaristes, xénophobes et pour l'égalité, la justice et la dignité.

Nous avons pu au cours de notre campagne contre le projet de résolution Maillard sensibiliser de nombreuses/breux député-e-s à la cause du peuple palestinien et à la légitimité du BDS.

Cela nous encourage à persévérer !

Paris, le 6 décembre 2019

Avez-vous des vêtements de sport de la marque Puma? Rejoignez #RebrandPuma!

25 octobre 2019

Par la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI)/

Si vous avez acheté du matériel Puma avant que l'entreprise ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées, renommez-les en écrivant «Boycott» sur le logo!

Plus de 200 équipes sportives palestiniennes appellent Puma à mettre fin à son soutien à l'occupation militaire israélienne. L'année dernière, Puma est devenu le sponsor principal de l'Association de football israélienne (IFA), qui comprend des équipes installées dans des colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Le parrainage de l'IFA par Puma donne à Israël le feu vert pour continuer à s'emparer de terres illégales pour chasser les familles palestiniennes de leurs terres.

Les partisans des droits de l'homme palestiniens qui avaient déjà acheté du matériel Puma avant l'accord de parrainage conclu entre Puma et l'IFA ont renommé leurs vêtements, chaussures, chapeaux et sacs Puma. En écrivant «Boycott» sur le logo Puma, ils annoncent leur soutien à l'appel des athlètes palestiniens.

#RebrandPuma!

Possédez-vous des vêtements de sport de marque Puma? Renommez-les!

Écrivez «Boycott» ou d'autres messages en faveur de la campagne au-dessus du logo Puma, ou tout simplement, collez-les sur le logo Puma. Faites une courte vidéo ou prenez-vous en photo avec votre équipement Puma modifié et publiez-la sur les réseaux sociaux à l'aide du hashtag #RebrandPuma. Voir un exemple de tweet / post ci-dessous:

J'ai acheté du matériel @Puma avant que Puma ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Jusqu'à ce que Puma mette fin à la complicité dans l'occupation militaire israélienne, #RebrandPuma soutiendra les athlètes palestiniens appelant à #BoycottPuma.

Rejoignez-nous

Le 26 octobre, des groupes de 20 pays se joindront à la deuxième journée mondiale d'action organisée dans les points de vente, bureaux et matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux avec #RebrandPuma!

Source: [BDS movement](#)





Un succès de la campagne BDS à Montpellier

Un succès de la campagne BDS à Montpellier.

La Campagne BDS France a appris avec satisfaction la décision de relaxe prononcée par le tribunal de police le 16 octobre 2019 en faveur du membre de BDS France Montpellier, José-Luis Moraguès qui répondait à l'accusation de « *Bruit et nuisances sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité du voisinage* ».

ou à la santé de l'homme (selon le code de la Santé Publique).

L'avocat de la défense a dénoncé les atteintes à la liberté d'expression commises par la Ville de Montpellier à l'encontre de son client et du comité BDS France Montpellier, la volonté d'intimidation manifeste qui préside à la multiplication de procès verbaux dès la moindre apparition publique de BDS ainsi que la tentative d'instrumentalisation de la justice consistant à faire trancher par un tribunal de police des divergences d'opinions.

Cette relaxe est importante car elle met en évidence aux yeux du public les atteintes à la liberté d'expression des membres de la campagne BDS, surtout à un moment où un projet de résolution visant à lutter contre l'antisémitisme et basé sur la définition de l'IHRA peut être présenté prochainement à l'Assemblée Nationale par le Député Sylvain Maillard. Cette résolution, sous prétexte de lutter contre l'antisémitisme, vise en réalité à interdire toute opposition à la politique coloniale et d'apartheid du gouvernement israélien, politique largement condamnée par de multiples résolutions internationales. Nous pouvons donc constater qu'avant même la présentation de cette résolution, la liberté d'expression autour de la situation en Palestine occupée est sérieusement menacée, mais que des avocats et des juges refusent cette atteinte à la liberté d'expression.

La campagne BDS France

Pour soutien financier, contact : comitebdsfrance34@gmail.com

Communiqué – Tourisme dans les colonies : Quand des entreprises encouragent les crimes de guerre.

Comme rapporté par Amnesty International dans un document publié au début de l'année 2019, des entreprises telles que TripAdvisor, Booking.com, Airbnb, Expedia offrent de logements ou des loisirs dans les colonies illégales israéliennes.

Ces activités contribuent au maintien, au développement et à l'extension des colonies, qui constituent des crimes de guerre au titre du droit pénal international. Ces entreprises normalisent et légitiment une situation d'occupation illégale. Aucun avertissement sur le fait que ces activités sont en zone occupée n'accompagne les offres.

« Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor s'inspirent de l'idée de partage et de confiance mutuelle, mais ils contribuent aux violations des droits humains en proposant des logements dans les colonies », a déclaré Seema Joshi, le directeur des questions thématiques mondiales d'Amnesty International.

https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr%2F6c305652-71a5-47d4-80b1-197a95fd7556_mde_15_9490_2019_extraits_ext_fr.pdf

La Campagne BDS France soutient et relaie l'appel d'Amnesty International en direction de ces entreprises, ainsi que celui de la société civile palestinienne dans un appel publié par le PACBI

(Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël) en mars 2019, pour un tourisme éthique, respectueux du droit international humanitaire et des droits humains :

La société civile palestinienne en appelle à tous les visiteurs étrangers, en particulier à ceux qui font un pèlerinage et aux gens de conscience pour qu'ils ne nuisent pas à notre lutte pour nos droits sous l'égide du droit international, et qu'ils respectent nos consignes pour un tourisme éthique :

<https://www.bdsfrance.org/ne-nuisez-pas-appel-palestinien-pour-un-tourisme-pelerinage-ethique/>

Nous appelons toutes les personnes de conscience à respecter cet appel lors de leur projet de voyage en Palestine/Israël, en particulier :

-Faites appel aux agences de tourisme qui n'ont aucun lien institutionnel avec le gouvernement israélien, des institutions complices ou des groupes de lobbying.

– Évitez tout itinéraire de voyage dans ce qui est aujourd'hui Israël ou dans les colonies illégales dans les territoires palestiniens occupés dès lors qu'il a un lien avec le gouvernement israélien ou des corporations et des institutions israéliennes complices.

– Faites pression en France, sur les compagnies de tourisme comme [Booking.com](https://www.booking.com), [Airbnb](https://www.airbnb.com), [Expedia](https://www.expedia.com) et [TripAdvisor](https://www.tripadvisor.com), mais également sur des organisations israéliennes qui proposeraient des voyages en lien direct avec l'idéologie sioniste.

Nous demandons également au gouvernement français de prendre les mesures nécessaires pour réglementer les

activités des entreprises concernées afin de les empêcher d'alimenter l'économie des colonies et de ce fait, de se rendre complices d'une colonisation plusieurs fois condamnée par la communauté internationale.

La Campagne BDS France

Communiqué : Halte à la répression de la Campagne BDS France à Montpellier

COMMUNIQUÉ

Halte à la répression de la Campagne BDS France à Montpellier

La Campagne BDS France déclare son soutien au groupe BDS France- Montpellier et dénonce le harcèlement policier aux ordres de la Mairie dont les militant.e.s sont l'objet.

En 2018, plusieurs procès-verbaux ont été dressés au nom d'un militant membre de ce groupe pour « occupation illégale de l'espace public », des contraventions ont été envoyées pour « Émission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme ».

Ces faits ne sont pas isolés, ils s'inscrivent dans une longue suite d'attaques menées contre BDS France-Montpellier depuis 2015 : plaintes contre les militant.e.s, intimidations, brimades, PV et contraventions, saccage du chapiteau BDS sur la place de la Comédie par la police, interdiction de manifestations, une vingtaine d'auditions au commissariat, convocations en préfecture, plainte pour diffamation, rappel à

la loi ...

Parce qu'il conteste cette contravention et dénonce une nouvelle atteinte à la liberté d'expression et de manifester qui se cache derrière une prétendue infraction au code de la santé publique, notre camarade militant est convoqué au tribunal de police le 16 octobre 2019 à 8h30.

La liberté d'expression, fondement de toute démocratie, est le pilier de toutes les libertés civiques. En soutenant le groupe BDS France-Montpellier, nous nous battons pour notre liberté et pour le droit à l'appel au boycott.

Nous appelons à être présents le 16 octobre 2019 pour manifester notre solidarité avec nos camarades de BDS France-Montpellier, **devant le tribunal de police à Montpellier dès 8H.**

La Campagne BDS France

Communiqué : La Campagne BDS France dénonce la participation de la France à des manœuvres navales en Israël

La Campagne BDS France dénonce la participation de la France à des manœuvres navales dans le port de Haïfa au nord d'Israël, comme le rapporte un article de l'hebdomadaire l'Express en date du 9 août dernier*.

Bien que l'État d'Israël prétende qu'il ne s'agit pas de manœuvres à des fins militaires, ces exercices s'inscrivent dans un contexte de vives tensions au Moyen-Orient, à un moment où cette région est plus que jamais menacée de déstabilisation. Celle-ci est accentuée par la découverte de gaz en Méditerranée orientale ces dernières années, découverte qui a fait naître de grands espoirs, tout en attisant les convoitises, que le régime israélien n'est pas le dernier à éprouver.

Comment la France peut-elle souhaiter renforcer des liens avec une marine israélienne qui a opéré illégalement dans les eaux internationales il y a juste un an, en arraisonnant une nouvelle fois la Flottille de la Liberté pour Gaza ? Comment la France peut-elle souhaiter avoir des échanges avec une marine qui ferme illégalement de façon régulière la zone de pêche pour les habitants de Gaza, et tire de manière délibérée sur les pêcheurs de Gaza ?

Comment la France peut-elle renforcer ses liens militaires avec un État dont la colonisation a été dénoncée par la résolution 2334 du conseil de sécurité de l'ONU et qui, en se déclarant « État- nation du peuple juif », prône l'apartheid et **la colonisation, comme « valeurs nationales »** ?

Nous dénonçons cette nouvelle complicité de notre gouvernement avec le régime israélien, qui, depuis mars 2018, a assassiné plus de 300 manifestants palestiniens désarmés à Gaza et en a mutilé des milliers d'autres.

La Campagne BDS France participe à la campagne internationale initiée par le BNC (comité palestinien pour le BDS) pour un embargo militaire contre Israël et réitère son appel à cesser toute coopération avec le régime colonial et d'apartheid israélien.

* l'express : [Israël veut consolider sa place en Méditerranée](#)

[avec des exercices navals internationaux](#)

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org

Lettre ouverte de BDS France au Conseil municipal de Belfort

Paris, le 4 juillet 2019

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux de Belfort,

Votre ville entretient des relations de jumelage et de partenariat avec plusieurs villes du monde.

Parmi ces villes figure semble-t-il la ville israélienne d'Afula, ainsi que le révèlent ces articles :

- L'Est Républicain : [Belfort et la ville israélienne d'Afula partenaires](#)
- Université de Franche-Comté : [Belfort se lie avec Israël](#)
- L'Est Républicain : [Belfort renforce ses liens avec Israël et la Palestine](#)

Ce partenariat est encouragé par une association de loi 1901, France-Israël Belfort, dont l'objet déclaré dans les statuts

est :

Promouvoir une image positive d'Israël, défendre sa légitimité et lutter contre la désinformation qui peut s'exercer à son encontre ; soutenir le Jumelage Belfort-Afula ; soutenir toutes les initiatives de paix visant à mettre fin aux conflits concernant Israël ; promouvoir les actions d'échanges entre la France et Israël.

Or, certain-e-s élu-e-s parmi vous le savent probablement déjà, l'image positive d'Israël que présente la municipalité d'Afula, c'est sa volonté d'interdire la ville aux populations non juives.

Au cours du mois dernier, son maire et son maire adjoint ont rejoint des dizaines de manifestants, dont des membres du conseil municipal, pour manifester contre la vente d'une maison à une famille arabe. Un membre du conseil, Itai Cohen, a déclaré que la municipalité continuerait à « veiller à ce qu'Afula préserve son caractère juif ».

Les manifestants ont agité des drapeaux et des banderoles de l'organisation raciste Lehava, qui s'oppose aux mariages mixtes ainsi qu'aux droits des LGBT et tente d'étouffer l'activité publique des non-juifs en Israël.

Plus récemment, l'accès au parc public de la ville a été interdit à des Palestiniens venant de la ville de Nazareth.

Le maire d'Afula, Avi Elkabetz, s'était présenté aux élections sur une plate-forme de « préservation du caractère juif d'Afula » et, après les élections, les conseillers municipaux ont ajouté cet engagement à leur serment d'allégeance (ce fait a été rapporté par le quotidien Haaretz).

Imaginez-vous que votre conseil municipal interdise à toute personne qui ne serait pas d'origine chrétienne ou « française de souche » de vivre à Belfort ?

Nous espérons que non, et c'est pourquoi nous vous demandons dans cette « lettre ouverte » de rompre tout partenariat avec Afula.

Nous ajoutons que le cas d'Afula n'est pas un cas isolé et que

l'État d'Israël a officialisé par une loi « Israël État-nation du peuple juif » sa politique coloniale et d'apartheid visant à exclure le peuple autochtone palestinien.

Conformément aux termes des statuts de l'association France-Israël Belfort, tous ces faits doivent être connus par quiconque se soucie de lutter contre la désinformation qui peut s'exercer à l'encontre d'Israël et soutenir toutes les initiatives de paix visant à mettre fin aux conflits concernant Israël

Nous vous adressons cette lettre au nom de la Campagne BDS France. La campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international) est inspirée par la campagne qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute précision. Dans l'attente d'une réponse, nous vous transmettons nos sincères salutations.

La Campagne BDS France

Communiqué de la Campagne BDS France suite aux propos de Macron au dîner du CRIF

Le 25 février 2019

Parmi les derniers événements en France dans la période

actuelle, il y a eu le traditionnel dîner annuel du CRIF.

Dîner marqué par le non moins traditionnel discours du président de la République et aussi par l'inquiétude face à la multiplication récente d'actes antisémites.

Le président Macron ayant mis en cause les amis de la Palestine et le mouvement BDS, il nous appartient de réagir à ce titre, l'objectif du mouvement BDS étant uniquement de pratiquer les Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Réaffirmant que *« l'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme »*, et promettant de mieux lutter contre *« ceux qui cachent derrière le rejet d'Israël la négation même de l'existence d'Israël »* le président Macron a poursuivi en déclarant : *« De la même manière il n'y aura aucune complaisance à l'égard des pratiques de boycott et du BDS plusieurs fois condamnées en France et qui le seront à nouveau »*. Ce glissement et cet amalgame sont inacceptables.

En réalité la très grande majorité des plaintes contre des militant-e-s du BDS n'ont pas donné lieu à des condamnations : soit elles n'ont pas été instruites, soit elles se sont terminées par des relaxes ou des prescriptions.

Rappelons que la pratique du boycott est une forme fréquente de protestation contre des injustices et qu'elle a été pratiquée par des figures historiques telles Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela.

Elle relève de la liberté d'expression, ainsi que l'ont déclaré Frederica Mogherini, haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et de nombreux autres personnalités et organismes prestigieux.

Rappelons aussi que les autorités israéliennes usent de moyens particulièrement ignobles pour exclure le peuple palestinien de son pays : colonisation permanente, blocus de Gaza, stricte interdiction du droit au retour des réfugiés, répression criminelle de manifestant-e-s non violent-e-s, chantages à l'antisémitisme, promulgation récente d'une loi fondamentale à valeur constitutionnelle qui institutionnalise un régime d'apartheid à l'encontre de la population autochtone palestinienne ...

Cela n'est-il pas suffisant pour répondre à l'appel au BDS lancé par le peuple palestinien ?

Le BDS serait-il antisémite ? Nos actions et nos écrits le démentent chaque jour. L'appel au boycott cible strictement l'Etat d'Israël, ses institutions, ses représentants ainsi que les entreprises israéliennes ou non, pour leur complicité dans l'oppression des Palestiniens par Israël. Ancré dans les préceptes du droit international et des droits humains universels, le mouvement BDS rejette par principe le boycott d'individus fondé sur leur identité (comme la citoyenneté, la race, le genre ou la religion).

Rappelons notre [charte](#) ainsi que le [communiqué du 7 mars 2017 du Comité national palestinien du](#)

[BDS](#).

De plus, de nombreux Juifs ou associations juives attachés à la justice et à la libération des peuples colonisés ont rallié le BDS : ainsi Jewish Voice for Peace (JVP) aux États-Unis, ou l'Union Juive Française pour la Paix en France (UJFP) en France.

Et ménager l'État d'Israël, qui prétend représenter les Juifs

du monde entier, ne peut que conduire une partie de l'opinion publique internationale à considérer que cet État est dispensé de respecter le droit international et que les populations juives dans leur grande majorité soutiennent sa politique.

Le mouvement BDS est un mouvement international qui progresse et qui continuera à progresser malgré les menaces de gouvernements racistes et xénophobes tels que ceux d'Israël, des États-Unis ou du Brésil et malgré la complicité de gouvernements tels que le nôtre.

Ici même nous poursuivons les mobilisations : contre la tenue de l'Eurovision 2019 à Tel Aviv, contre la société AXA complice de graves violations du droit international par Israël, etc

Le président Macron a terminé son discours par cette phrase : *Nous n'effacerons pas le mal de notre société, ni par une loi, ni par un discours, ni par un acte ; mais nous devons être, tous ensemble, les combattants de cet Outrenoir, de ces lignes de force, de ce courage inlassable, de cette forme d'humanité et d'intelligence que nous devons donner, même au noir qu'il y a dans notre société, parce qu'il est là ; mais nous tiendrons, et à la fin, nous gagnerons.*

A cela nous répondons : *Nous n'effacerons pas la lutte anti-apartheid de notre société et la critique de la politique israélienne, ni par une loi, ni par un discours, ni par un acte ; mais nous devons être, tous ensemble, les combattants de cet engagement ; nous tiendrons, et à la fin, nous gagnerons.*

La Campagne BDS France

7ème week-end annuel de la Campagne BDS France à Lille

Le 08/02/2019

Les 02 et 03 février 2019 s'est tenu le 7ème week-end annuel de la Campagne BDS France.

Dans le contexte actuel du renforcement de la politique coloniale, criminelle et d'apartheid israélienne, mais aussi de l'accroissement des victoires de la campagne internationale BDS, des militant-e-s de plus d'une quinzaine de villes se sont réuni-e-s à Lille.

Ils ont été chaleureusement accueillis par l'AFPS 59-62 et l'UD CGT du Nord dans les locaux CGT de la Bourse du travail.

Il a pu être acté collectivement lors de ce week-end l'échec de la saison de propagande « France-Israël » en 2018, contre laquelle de nombreux groupes BDS partout en France s'étaient mobilisés.

En 2019, une mobilisation se poursuit contre l'Eurovision 2019 en Israël, dans le cadre d'une campagne internationale.

Lors du week-end, une action BDS a d'ailleurs eu lieu devant le siège local de France Télévisions à Lille.

Avec une banderole et des pancartes, les militant-e-s réunis lors de ce weekend ont chanté:

« Je boycotte, tu boycottes, nous boycottons l'Eurovision en
Israël »



D'autres photos [ICI](#)

Parmi les autres cibles prioritaires de la Campagne BDS France, l'assureur et groupe bancaire AXA, qui investit dans 5 banques israéliennes et dans l'entreprise d'armement israéliennes Elbit Systems.

Alys Samson Estape, coordinatrice du BNC (direction palestinienne du BDS) en Europe a dénoncé lors du week-end la complicité d'AXA dans les violations du droit international en Palestine occupée, et a annoncé le lancement prochain d'une coalition européenne pour amener AXA à cesser ses investissements contraires à son « Code de déontologie professionnelle », qui exige le respect des principes directeurs du Pacte Mondial des Nations Unies.

L'un des grands défis de la Campagne BDS est celui d'un enracinement dans la jeunesse, qui sera stimulé notamment par

l'organisation de la semaine internationale contre l'apartheid israélien à laquelle la Campagne BDS France participera à nouveau cette année dans plusieurs villes à partir du 20 mars prochain.

Le week-end a analysé les tentatives pour intimider, réprimer et salir le mouvement BDS. Les militant.e.s de BDS France sont déterminé.e.s à les exposer et à les dénoncer. Tout en gardant le cap sur l'essentiel : intensifier le mouvement BDS, en solidarité avec le peuple palestinien et pour mettre fin à l'impunité de l'État colonial d'Israël.

La Campagne BDS France

La Campagne BDS France sollicite votre soutien

BDS France, le 31 décembre 2018

L'année 2018 se termine dans un climat de tensions et de dangers multiples, nationaux et internationaux, et les gens de bonne volonté sont sollicités pour de multiples bonnes causes.

Parmi ces situations la solidarité avec le peuple palestinien pour sa survie, la sauvegarde du droit international, la paix dans le monde et le vivre ensemble dans les pays marqués par des politiques et des courants racistes et xénophobes.

L'État d'Israël, soutenu par l'alliance, la complicité ou le silence des États-Unis et de la majorité des États européens, a renforcé en 2018 sa politique coloniale et la répression contre le peuple palestinien qu'il pousse au désespoir. Il a officialisé son régime d'apartheid par une loi à valeur

constitutionnelle, et il continue de perpétrer des massacres contre les manifestant-e-s non violent-e-s à Gaza.

La meilleure façon de soutenir le peuple palestinien aujourd'hui est de s'engager dans la Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international). La Campagne BDS a été lancée en 2005 par la société civile palestinienne, et elle s'est développée en France à partir de début 2009, suite à un massacre à Gaza. L'opération « plomb durci » avait duré 22 jours, provoqué la mort de près de 1500 Palestiniens, causé près de 6000 blessés, et détruit plus de 4000 habitations, usines, entrepôts et écoles.

Depuis 10 ans, les citoyens qui soutiennent la Campagne BDS France ont remporté ou participé à de nombreuses victoires : la faillite d'Agrexco, société israélienne d'exportation de fruits et légumes, le retrait des sociétés Veolia et Orange d'Israël, les vœux de plusieurs conseils municipaux pour l'interdiction en France des produits des colonies israéliennes, mais aussi de nombreux autres succès, notamment concernant le boycott culturel, et dernièrement la mise en échec de la Saison croisée France-Israël 2018. En près de 15 ans dans le monde entier, les victoires s'accumulent, au point que des géants comme Airbnb ou HSBC préfèrent retirer leurs investissements israéliens les plus controversés plutôt que de subir l'opprobre internationale portée par la Campagne BDS.

Ces succès poussent le gouvernement israélien et ses représentants en France, dont le CRIF, à essayer de faire interdire le boycott d'Israël. Mais malgré toutes ces tentatives d'intimidations et des attaques calomnieuses, la campagne BDS se développe inexorablement, parce que la cause du peuple palestinien est juste, et parce qu'elle joue un rôle très important dans les mobilisations internationales contre les régimes et les courants politiques discriminatoires, racistes, nationalistes et xénophobes qui sévissent actuellement dans le monde.

En 2019 en France nous nous mobiliserons notamment contre la tenue de l'Eurovision 2019 en Israël, nous poursuivrons la mobilisation contre AXA qui se rend complice de l'oppression des Palestiniens, et nous continuerons à démasquer les tentatives de délégitimation du mouvement BDS.

Toutes ces mobilisations nécessitent votre soutien, mais aussi des dépenses, pour l'édition de documents, mais aussi pour des frais de justice. C'est pourquoi nous vous invitons à aider au financement de la Campagne BDS France en faisant un chèque à l'ordre de

« Solidarité – Palestine » à l'adresse suivante :

Solidarité Palestine

21 ter rue Voltaire

75011 Paris

Nous vous invitons à faire circuler ce message autour de vous et vous en remercions, en vous souhaitant une bonne année 2019 et la libération de la Palestine !

**Protests increase against
AXA, complicit in apartheid!
National week of action in
France, 10 to 15 December**

2018

BDS France, SumOfUs

19 December 2018

The week of action from 10 to 15 December was an important stage of this campaign.

BDS France activists had already demonstrated in fifteen cities on 10 February to demand that AXA stop investing in three Israeli banks that contribute to the colonisation of the West Bank and stop investing, through its subsidiary AB (AllianzBernstein) in Elbit Systems, it being one of the Israeli weapons companies most heavily involved in the criminal, illegal attacks on the Palestinian people.

Since then our demonstrations have continued, and we have been joined by the international movement SumOfUs, which launched the petition that obtained 140,000 signatures.

Together we protested on 25 April in Paris during the General Assembly of AXA shareholders.

While investigating AXA's violation of its own ethics charter, we discovered that its complicity in Israeli apartheid is more extensive than we had stated back in February: it concerns not three but five banks, and AXA is in fact a direct investor in Elbit Systems.

Since February there have also been the Israeli army's massacres of non-violent demonstrators in Gaza taking part in the marches for the right of return (stipulated in UN Resolution 194), and the Israeli parliament's adoption of a law, with constitutional status, which legalised the apartheid regime.

It is in this context that we launched the national week of action, an initiative which had a large impact, with over 20

cities and towns* in France taking part.

Dossiers about the complicity in violations of international law and human rights were delivered to numerous AXA agencies and our discussions with many agents showed that they are sensitive to the issue of the AXA group's investment policies; members of the public who talked to us were equally interested in the issue and signed the postcards/petition addressed to the AXA president; the AXA agents' trade union was also informed of the situation.

We are still ready and willing to meet the AXA management, which persists in ignoring our letters.

Our demonstrations will continue and intensify until AXA abides by its ethics charter, which is based on the UN Global Compact which stipulates that companies must not be complicit in violations of international law and human rights!

* including [Albertville](#) – Argenteuil – [Clermont-Ferrand](#) – [Grenoble](#) – Lille – [Lyon](#) – [Martigues/Marseille](#) – [Metz](#) – [Millau](#) – [Montargis](#) – [Montpellier](#) – [Nîmes](#) – Orléans – [Paris](#) – Rennes – [Saint-Étienne](#) – [Saint-Nazaire](#) – [Soissons](#) – [Strasbourg](#) – Toulouse

**Semaine d'action nationale du
10 au 15 décembre : La
mobilisation contre AXA
complice de l'apartheid**

israélien se renforce !

BDS France, SumOfUs, le 19 octobre 2018

Cette semaine s'est déroulée du 10 au 15 décembre et a été une étape importante.

Les militant-e-s de BDS France s'étaient déjà mobilisés le 10 février dans 15 villes pour exiger d'AXA de cesser d'être actionnaire dans trois banques israéliennes contribuant à la colonisation de la Cisjordanie et de participer par sa filiale AB (Allianz Bernstein) au capital d'Elbit Systems, qui est l'une des entreprises d'armement israéliennes les plus impliquées dans les agressions criminelles et illégales contre le peuple palestinien.

Depuis lors notre mobilisation a continué.

Le mouvement international SumOfUs a rallié cette mobilisation et a lancé [la pétition](#) qui a recueilli 140 000 signatures.

Nous sommes intervenus le 25 avril lors de l'Assemblée Générale des actionnaires d'AXA.

Poursuivant notre enquête sur les violations de sa charte éthique, nous avons appris que la complicité d'AXA avec l'apartheid israélien est plus forte que ce que nous affirmions en février : elle concerne cinq banques et une participation également directe d'AXA au capital d'Elbit Systems.

Depuis février il y a eu aussi les massacres de l'armée israélienne contre les manifestant-e-s non violent-e-s de Gaza participant aux marches pour le droit au retour (inscrit dans la résolution 194 de l'ONU), et une loi à valeur constitutionnelle du 19 juillet du parlement israélien a officialisé le régime d'apartheid.

C'est dans ce contexte que nous avons lancé une semaine

d'action nationale, du 10 au 15 décembre. Cette initiative a eu un impact important, près de 20 villes* en France s'étant mobilisées.

Des dossiers sur les complicités de violations du droit international et des droits humains ont été remis à de nombreuses agences ; les discussions avec de nombreux Agents Généraux ont montré qu'ils sont sensibles à la politique d'investissement du groupe AXA ; le public rencontré s'est comme souvent montré sensible à la question et a voulu signer les cartes postales / pétitions au président d'AXA que nous proposons, le syndicat professionnel des agents d'AXA a été informé de la situation..

Nous sommes toujours disposé-e-s à rencontrer la direction d'AXA, qui persiste encore à ignorer nos courriers.

Notre mobilisation continuera et s'amplifiera jusqu'à ce qu'AXA se conforme à sa charte éthique, qui se base sur le Pacte Mondial des Nations Unis et prescrit clairement de ne pas se rendre complice des violations du droit international et des droits humains !

*dont: [Albertville](#) – Argenteuil – [Clermont-Ferrand](#) – [Grenoble](#) – Lille – [Lyon](#) – [Martigues/Marseille](#) – [Metz](#) – [Millau](#) – [Montargis](#) – [Montpellier](#) – [Nîmes](#) – Orléans – [Paris](#) – Rennes – [Saint-Étienne](#) – [Saint-Nazaire](#) – [Soissons](#) – [Strasbourg](#) – Toulouse

Saison croisée France Israël

: l'apartheid fait un bide!

[English below]

La Campagne BDS France, le 1er décembre 2018

La Saison croisée France Israël devait être un grand événement en l'honneur de la coopération culturelle, scientifique, gastronomique, etc ... entre la France et Israël.

Ses promoteurs voulaient faire de cet événement une opération pour blanchir l'État d'Israël de ses crimes contre le peuple palestinien, de ses violations constantes du droit international et des droits humains universels. Ce que nous avons dénoncé, avec des dizaines d'artistes et de structures artistiques françaises.

Le but de cette saison était pour les autorités israéliennes (et françaises!) de façonner et d'imposer une « image » attractive, et conviviale : celle d'un État à la pointe du high tech, ouvert aux échanges, à la diversité culturelle, aux critiques et à des courants dissidents, et même respectueux des droits humains. Mais l'année 2018 restera comme celle du vote de la loi fondamentale de l'état-nation, qui donne à l'apartheid un statut constitutionnel et celle de massacres à Gaza contre des manifestant-e-s mobilisé-e-s pour le droit au retour – et dont beaucoup ont été délibérément estropiés par les tirs de l'armée israélienne.

BDS France est intervenue dès le premier événement labellisé « Saison France Israël » : à l'Université de Lille 1, le 11 février dernier, et a dénoncé, avec le soutien de nombreux universitaires, l'exposition « Escale israélienne » qui a dû être annulée.

80 artistes dont Jean-Luc Godard ont déclaré qu'ils ne

participeraient pas à la Saison France-Israël.

Puis les mobilisations contre les événements programmés se sont poursuivies dans différentes villes dont (par ordre alphabétique) : Choisy-le-Roi, Lyon, Marseille, Montpellier, Paris, Perpignan, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

Le jour de l'inauguration officielle de la Saison croisée, alors que le Président Macron et le Premier ministre Netanyahu se rencontraient au Palais de la Découverte, notre manifestation sur les Champs Élysées a fait entendre la colère et le refus de cette opération.

Dans le registre de la prétendue ouverture d'Israël aux courants dissidents, plusieurs mobilisations ont démasqué le discours manipulateur d'Ohad Naharin, animateur de la Batsheva Dance Company, ainsi que [cet article dans le journal Politis](#) .

L'apothéose a été la représentation de cette troupe à la Maison de la danse à Lyon le 28 novembre dernier : des militants sont intervenus sur scène avec des pancartes « On ne danse pas avec l'apartheid ! » et ont été applaudis par le public!

En parallèle une saison alternative présentant des événements de solidarité avec le peuple palestinien et intitulée « [2018 Le Temps de la Palestine](#) » a rallié un public important sans aucun soutien institutionnel. Plus de 5000 personnes et des centaines de groupes ont organisé plus de 1000 événements labellisés du nom de cette campagne dans plus de 100 villes et villages de France. (voir aussi la page Facebook: [2018 – Le Temps de la Palestine](#)).

Maintenant, rideau ! : c'est l'heure des bilan[s] ...

Beaucoup d'événements dans le cadre de cette Saison croisée ont eu peu d'audience. La préparation et les annonces de la Saison ont du se faire quasi clandestinement et toujours en dernière minute, tant les deux gouvernements associés

craignaient les réactions de protestation.

[L'article de Piotr Smolar](#) dans Le Monde du 30 novembre rapporte la $\square\square$ déception du gouvernement israélien.

Israël s'alarme de la faible résonance de la saison France Israël !

« On espérait que la culture aurait un impact diplomatique. On a mis énormément d'argent dans cette opération pour zéro succès, en ce qui concerne l'image d'Israël en France et celle de la France ici », explique une source diplomatique.

\square Mais la société française ne marche pas dans la combine, et la propagande ne passe plus.

L \square es défenseurs et les complices de l'apartheid israéliens sont de plus en plus isolés !

Notre solidarité avec le peuple palestinien dans le cadre de la campagne BDS \square en sort renforcée \square !

Et la prochaine étape, c'est la mobilisation contre la tenue de l'Eurovision 2019 en Israël ! \square \square

La Campagne BDS France

www.bdsfrance.org – campagnebdsfrance@yahoo.fr

FRANCE-ISRAEL SEASON: WHAT A FLOP!

BDS France Campaign, 1 December 2018

The six-month "France-Israel Season" was supposed to be a big celebration of cultural, scientific, gastronomic cooperation... between France and Israel.

Its promoters wanted to turn this series of events into a whitewashing operation, cleansing the State of Israel of its crimes against the Palestinian people, its constant violations

of international law and universal human rights; an operation denounced by us along with dozens of French artists.

For the Israeli (and French) authorities, the aim of this “season” was to fabricate an attractive, convivial image of a State at the cutting edge of high tech, open to exchanges and cultural diversity, open to criticism and dissident movements, and even respectful of human rights. But 2018 will for ever remain as the year of the “nation state” law, giving apartheid a constitutional status, the year when Palestinians in Gaza demonstrating for the right of return were massacred or deliberately maimed by the Israeli army.

The first “France-Israel Season” event announced was an exhibition entitled “Israeli Stopover” at the University of Lille. BDS France denounced it, with the support of numerous academics, and the exhibition was cancelled.

80 artists including Jean-Luc Godard publicly declared that they would not participate in the France-Israel Season.

Demonstrations against scheduled events took place in Choisy-le-Roi, Lyon, Marseille, Montpellier, Paris, Perpignan, Strasbourg and Toulouse.

On the day when President Macron and Prime Minister Netanyahu officially inaugurated the Season at the Palais de la Découverte in Paris, our demonstration on the Champs Elysées displayed the anger at and rejection of this operation.

In the context of the claimed openness of Israel to dissident views, the manipulative statements of Ohad Naharin, choreographer of the Batsheva Dance Company, were unmasked during several demonstrations, and by [this article in Politis](#).

The high point of the protests against the Batsheva troupe came during its performance in Lyon on 28 November, when activists got on to the stage, brandishing “Don’t dance with apartheid!” placards, and were applauded by the public.

Throughout 2018 an alternative “season” took place, a series of events tied to solidarity with the Palestinian people and entitled “ [2018 Le Temps de la Palestine](#)”, which attracted a large public. More than 5,000 people and hundreds of groups organised over 1,000 events in more than 100 towns and villages in France (cf. Facebook page [2018 – Le Temps de la Palestine](#)).

Now that the curtain has come down, it’s time to assess the results...□

Many of the events held in France as part of the France-Israel Season took place before a small audience. Preparations were carried out in a semi-clandestine manner and events were announced at the last minute, so much did the two governments fear public protests.

The Season is now over and Israel is dismayed that it did not have the desired effect.

[An article in Le Monde](#) of 30 November reports on the disappointment of the Israeli government

“We were hoping that culture would have a diplomatic impact. We put an enormous amount of money into this operation, which had zero success regarding Israel’s image in France, or that of France here”, explained an Israeli diplomatic source.

The French public didn’t fall for the ruse and the propaganda doesn’t work any more. The defenders and accomplices of Israeli apartheid are increasingly isolated, and our solidarity with the Palestinian people in the framework of the BDS campaign is stronger than ever.

The next step is mobilisation against the holding of Eurovision 2019 in Israel!

BDS France Campaign

COMMUNIQUÉ de BDS France : Solidarité avec les militants de BDS-France Montpellier

COMMUNIQUÉ de BDS France :

Solidarité avec les militants de BDS-France Montpellier

Le BNVCA (le soi-disant « Bureau National de Vigilance Contre l'antisémitisme ») vient de porter plainte contre 3 porte-paroles de BDS France Montpellier pour : « (...) avoir commis ou tenté de commettre l'infraction de discrimination selon l'article 225 du code pénal. ». Les faits incriminés sont relatifs à l'action de boycott du spectacle soutenu par le ministère de la culture israélien les 20 et 21 mars au théâtre Jean Vilar à La Paillade. Trois des porte-parole de BDS Montpellier, sont convoqués le 28 août à 9h au commissariat central pour audition.

Depuis début 2018, BDS 34 est verbalisé par la police municipale et/ou nationale là où il s'exprime pour informer la société civile de ce qui se passe en Palestine, y compris lors d'une manifestation déclarée en préfecture. Au total 12 PV ont été dressés au nom d'un des porte-parole de BDS France Montpellier. Trois d'entre eux ont été dressés pour atteinte à

la tranquillité pour des actions menées de jour !

L'engagement de ces poursuites survient au moment où Israël vient d'adopter une « *Loi fondamentale* » qui consacre « *Israël en tant qu'État national du peuple juif* » et donc officialise l'apartheid à l'égard des Palestiniens d'Israël, supprime l'arabe comme seconde langue officielle, officialise Jérusalem capitale d'Israël, officialise le refus du retour des réfugiés palestiniens et promeut l'annexion par la colonisation juive au rang de « *valeur nationale* ». Israël se déclare ainsi officiellement comme État raciste doté d'un système d'apartheid contre l'ensemble du peuple palestinien.

Depuis plus d'un siècle et particulièrement depuis son expulsion massive en 1948 (la Nakba) le peuple palestinien subit colonisation, expulsions, épuration ethnique, apartheid et répression sous de multiformes formes (massacres, assassinats, blocus ignoble de Gaza, emprisonnement massif, etc.). Face à l'inaction ou à la complicité des grandes puissances, le mouvement BDS initié par les Palestiniens est devenu une forme majeure de soutien non violent et antiraciste à la lutte pour le respect du droit international et des droits humains en Palestine. Son développement dans le monde entraîne des tentatives de répression et d'interdiction (notamment en France). La mobilisation des personnes, associations, partis et syndicats voués à la cause de la justice et de l'égalité voue ces tentatives à l'échec.

Il est plus que jamais nécessaire que partout en FRANCE la société civile manifeste son soutien au peuple palestinien et réponde à son appel au boycott désinvestissement et sanctions contre l'apartheid israélien.

La campagne BDS France exprime toute sa solidarité au comité BDS France Montpellier dont la lutte s'inscrit dans cette démarche citoyenne, anti-raciste et non violente. Elle considère qu'au lieu de tenter de réprimer ou d'interdire l'expression du BDS et de céder aux pressions indignes du

lobby pro-israélien, les autorités françaises doivent prendre fermement position contre les innombrables violations israéliennes et le racisme inscrit dans la loi qui caractérise ce régime. Elle considère que partout les comités BDS doivent se renforcer ou se constituer pour l'appel au boycott de cet État tant qu'il ne respectera pas le droit international et les droits humains.

Paris, le 21 août 2018.

Le CRIF et le porte parole de l'armée israélienne n'arrêteront pas le développement du mouvement BDS

Selon i24news, le président du Crif Francis Kalifat a révélé avoir remis un dossier complet au ministère de l'Intérieur pour demander l'interdiction du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) en France, lors d'une visite en Israël il y a quelques mois.

Nous n'avons pas pour habitude de commenter les gesticulations et les outrances du Crif, ambassadeur officieux de L'État colonial Israélien. Nous pouvons bien sûr une nouvelle fois contester ses mensonges mille fois répétés sur l'illégalité du Boycott d'Israël [1].

Nous dénonçons une nouvelle fois avec la plus grande force le soutien apporté à une armée criminelle par Francis Kalifat et la délégation officielle du CRIF au QG de l'armée israélienne [2]. Rappelons que c'est cette armée qui a été condamnée en juin dernier par l'Assemblée générale de l'O.N.U pour recours excessif, disproportionné et aveugle à la force [3], c'est cette même armée qui est mise en cause à la Cour Pénale Internationale (CPI) par de nombreuses plaintes.

Ces 120 pays qui ont voté la résolution de l'ONU sont sans doute aux yeux du Crif et d'Israël des pays antisémites, terroristes, influencés par le Hamas et par l'Iran ?

Combien de temps, certain.e.s de nos élu.e.s continueront-elles/ils à prendre aux sérieux ou à se laisser intimider par un organisme qui soutient les crimes de guerre, s'oppose ici même à un vivre ensemble dans l'égalité et la justice et veut faire interdire un mouvement non-violent précisément engagé pour ces valeurs ?

Le mouvement BDS ne cesse de remporter d'importantes victoires, le CRIF et le porte parole de l'armée israélienne ne pourront arrêter son développement.

[1] Non, le boycott d'Israël n'est pas illégal en France
<http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2016/03/18/non-le-boycott-disrael-nest-pas-illegal-en-france/>

[2] Rencontre avec Ronen Manelis, Porte-parole de l'armée israélienne
<http://www.crif.org/fr/actualites/crif-delegation-rencontre-avec-ronen-manelis-porte-parole-de-larmee-israelienne>

[3] L'Assemblée générale adopte une résolution réclamant la protection des civils palestiniens à Gaza
<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016632>

Salon de l'armement à Villepinte, « Saison croisée France-Israël » : Halte à la coopération militaire et sécuritaire et au blanchiment des crimes de l'État israélien !

Salon de l'armement à Villepinte, « Saison croisée France-Israël » :

Halte à la coopération militaire et sécuritaire et au blanchiment des crimes de l'État israélien!

Fort du soutien du gouvernement Trump et de l'alliance, du silence ou des condamnations purement verbales de la plupart des États occidentaux et de certains États arabes, l'État d'Israël poursuit inlassablement sa politique coloniale et d'apartheid et sa répression systématique des Palestiniennes et des Palestiniens résistants pour leurs droits fondamentaux.

Depuis le 30 mars, l'armée israélienne a tué plus de 120 personnes et mutilé ou blessé plus de 13 000 manifestants non violents qui dans les Marches du retour à Gaza ont voulu se mobiliser pour un droit reconnu par la résolution 194 de l'ONU : le droit au retour des réfugiés, 750 000 Palestiniennes et des Palestiniens ayant été expulsés de leur terres lors de la « Naqba » provoquée par la création de l'État d'Israël en 1948.

Quiconque est sensible à cette situation, aux droits des peuples et à la justice, ne peut que se révolter contre deux événements : d'une part une forte représentation d'Israël au Salon Eurosatory, grande foire internationale aux armements qui aura lieu des 11 au 15 juin prochains en région parisienne à Villepinte, et d'autre part la poursuite de la « Saison croisée France-Israël 2018 », qui au prétexte de promouvoir les échanges culturels, scientifiques, économiques ... entre les deux pays est en réalité destinée à blanchir les crimes de l'État israélien.

Au salon Eurosatory, l'argument de ventes sera que les armes israéliennes sont efficaces parce qu'elles ont été testées contre les Palestiniens. Ainsi elles pourront servir à réprimer les mouvements populaires dans les pays occidentaux, de nombreux dirigeants considérant Israël comme un modèle pour les politiques sécuritaires.

Quant à la Saison croisée France-Israël, elle traduit la volonté hypocrite de se servir de la culture et autres coopérations pas directement militaires dans l'espoir de redorer l'image d'Israël et de normaliser les relations interétatiques. Mais l'opinion publique est de moins en moins dupe !

La Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international), campagne inspirée par le boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, appelle à la fois :

1) à exiger l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël (*demandé par de nombreuses associations dont Amnesty International*) et à faire cesser la complicité de certaines entreprises françaises avec les lobbys militaires israéliens et

2) à s'opposer à la normalisation des rapports institutionnels entre la France et Israël à travers la Saison croisée France-

Israël.

C'est pourquoi nous vous invitons à :

Ø protester contre la tenue du salon Eurosatory où seront présentes les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité, notamment Elbit Systems, qui teste ses armes sur les Palestiniens,

Ø rallier la mobilisation pour que le groupe AXA mette fin à sa coopération avec des banques israéliennes impliquées dans la colonisation et que sa filiale AB se désinvestisse totalement d'Elbit Systems

Ø faire pression sur le groupe Hewlett Packard (HP) pour mettre un terme à sa fourniture de technologies vitales au système des checkpoints israéliens, à l'armée israélienne et aux cartes d'identité biométriques permettant le contrôle de la population palestinienne,

Ø exiger l'annulation des événements labellisés « Saison croisée France-Israël »

Nous nous inscrivons aussi dans la campagne « 2018 Le Temps de la Palestine »,

qui promeut la résistance palestinienne

HALTE A LA POLITIQUE CRIMINELLE DE L'ÉTAT ISRAÉLIEN !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL !

BOYCOTT DE LA SAISON CROISÉE FRANCE-ISRAËL !

LA CAMPAGNE BDS REMPORTE DE NOMBREUSES VICTOIRES : RENFORÇONS LA !

Edouard Philippe annule sa visite en Israël. Nous demandons toujours l'annulation de la « saison France-Israël »

Paris le 23 mai 2018 – Il y a quelques heures est tombée la [nouvelle de l'annulation de la visite du Premier Ministre Édouard Philippe en Israël](#). Même s'il serait prématuré de parler de victoire alors que le projet de la « saison France-Israël 2018 » semble rester d'actualité, cette information montre combien la pression citoyenne est payante. Car sans les nombreuses actions entreprises ces derniers jours par nous tous, citoyennes et citoyens révoltés par l'injustice dont souffrent les Palestiniens, nous n'aurions sans doute jamais atteint ce premier résultat. Citons :

- la tribune des artistes « [Contre la saison France-Israël](#) » publiée dans Médiapart et signée entre autres par le metteur en scène Jean-Luc Godard et le dessinateur Tardi ;
- la mobilisation pour répondre à [l'enquête du Journal du Dimanche](#), qui a révélé une forte majorité de citoyennes et de citoyens français en faveur du rappel immédiat de notre ambassadeur à Tel-Aviv ;
- la [pétition](#) contre la tenue de la « saison France-Israël 2018 », lancée par un certain nombre de personnalités, dont plusieurs universitaires français de renom, qui a réuni en moins de trois jours plus de 11 000 signataires (à signer et à partager [largement](#) : <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>) ;
- les manifestations de solidarité qui ont rassemblé de nombreuses personnes dans plusieurs villes de France.

Même s'il y a aujourd'hui un petit motif de satisfaction, tout reste à faire dans les prochains jours. La « [saison France-Israël 2018](#) » n'est pas annulée pour l'instant et l'inauguration de l'événement est prévue au Grand Palais, le 6 juin prochain, en présence de M. Netanyahu.

Restons donc mobilisés pour qu'aucun de ces événements n'ait lieu : ni la collaboration d'État à État avec Israël tant que durera l'oppression du peuple palestinien, ni la réception officielle à Paris, au nom de la République française, du responsable des massacres de Gaza.

Notes pour les éditeurs :

✘ Pétition « [Nous demandons l'annulation de la saison France-Israël](#) » lancée le 21 mai 2018 à 18h sur <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

✘ Pétition des artistes « [Contre la saison France-Israël](#) » publiée sur Médiapart le 4 mai 2018

Contact presse :

AURDIP : contact@aurdip.fr ; <http://www.aurdip.org/>

BDS - France : Campagnebdsfrance@yahoo.fr ; <https://www.bdsfrance.org/>

Communiqué « La saison France-Israël est contestée »

En moins de 24 heures, une pétition lancée par un groupe de personnalités – dont plusieurs grands noms de l'université, du monde intellectuel et des arts – a recueilli plus de 5000

signatures. À l'heure qu'il est, celles-ci ne cessent d'affluer, laissant escompter une mobilisation jamais atteinte en faveur des Palestiniens.

Les pétitionnaires demandent à M. Emmanuel Macron, Président de la République, l'annulation de la « saison France-Israël 2018 » qui devrait débiter au mois de juin. Cette « saison » prévoyait de resserrer les liens entre la France et Israël dans tous les domaines de la recherche, de l'économie, de la vie sociale et des arts, et se proposait en particulier de débattre d'«éducation » et d'«idées ». Un projet qui, dans le contexte du récent massacre à Gaza, a paru particulièrement malvenu aux signataires – mais aussi à de larges pans de l'opinion publique française, comme en témoigne un récent sondage du JDD , faisant apparaître une nette majorité de Françaises et de Français en faveur du rappel de notre ambassadeur à Tel Aviv.

« Comment en effet », demandent les pétitionnaires, « pourrions-nous faire comme si de rien n'était? Comme si des dizaines de jeunes gens n'avaient pas été assassinés de manière préméditée? comme si des centaines de manifestants n'avaient pas été estropiés à vie? Comme si le ghetto de Gaza ne courait pas le risque d'être purement et simplement liquidé, avec la complicité, active ou passive, de la communauté internationale? ».

Le 4 mai dernier, le cinéaste français Jean-Luc Godard et des dizaines de personnalités du monde de la culture avaient déjà annoncé sur Mediapart leur soutien au mouvement de boycott de cette « saison ».

À quelques jours d'un projet de voyage du premier ministre Édouard Philippe en Israël – dont on ne sait toujours pas s'il sera annulé ou non –, le gouvernement français est plus que jamais à la croisée des chemins. Il lui faudra très vite choisir entre l'alignement inconditionnel sur l'axe Netanyahu-Trump, ou le respect des engagements internationaux de la France, demandé par une majorité sans cesse croissante de l'opinion publique. Et cette fois-ci, les belles paroles ne suffiront pas.

Notes pour les éditeurs:

– Pétition « [Nous demandons l'annulation de la saison France-Israël](http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr) » lancée le 21 mai 2018 à 18h sur <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

– Pétition des artistes « [Contre la saison France-Israël](#) »
publiée sur Médiapart le 4 mai 2018

Contacts presse:

BDS France:

Campagnebdsfrance@yahoo.fr;

<https://www.bdsfrance.org/>

AURDIP:

contact@aurdip.fr;

<http://www.aurdip.org>

Massacre à Gaza : Communiqué de la Campagne BDS France

Face aux massacres perpétrés contre les manifestants pacifiques à Gaza, d'importantes mobilisations de solidarité ont eu lieu et continuent dans le monde entier. BDS-France participe activement aux mobilisations en France, affirme sa solidarité avec les habitants de Gaza et appelle à intensifier la campagne palestinienne BDS

Le lundi 14 mai 2018 restera dans l'histoire comme une des grandes dates de massacres; tandis que des soldats israéliens assassinaient plus de 60 manifestant.e.s non armé.e.s de la bande de Gaza sous blocus, et en blessait plus de 2700, des dirigeants israéliens et américains faisaient honteusement la fête en transgressant le droit international par l'inauguration de l'ambassade US à Jérusalem.

Selon Amnesty international, qui rappelle sa demande d'embargo sur les armes envers Israël*, ces homicides délibérés constituent probablement de nouveaux crimes de guerre.

Le même jour, Reporters sans frontières (RSF) saisissait la Cour pénale internationale (CPI) concernant une vingtaine de tirs directs de snipers israéliens vers des journalistes palestiniens. Médecin sans frontières s'alarme des nombreuses blessures « inhabituelles » et de munitions destinées à mutiler. Le 17 mai un groupe de 560 Palestiniens habitants à Gaza, victimes des tirs israéliens lors des manifestations, agissant en leur nom personnel ou au nom d'un proche parent tué, ont adressé une plainte à Madame BENSOUDA, procureur de la CPI.

Ces massacres commis par Israël depuis le 30 avril, sont l'équivalent des pires massacres commis par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud vis à vis de manifestants désarmés.

Cependant l'État français n'a pris aucune mesure, et s'est une fois de plus contenté de « paroles ».

Le gouvernement français montre une nouvelle fois sa complicité et son soutien au régime israélien et prévoit de recevoir, Netanyahu le 5 juin puis Rivlin le 18 juin pour inaugurer une saison croisée France-Israël .

Nous ne l'accepterons pas.

La Campagne BDS France dénonce leur invitation sur le sol français.

Elle demande l'abandon pur et simple de la saison croisée France Israël et vous invite à signer et partager largement cette pétition pour son annulation : <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

Elle appelle tous les artistes et les structures culturelles françaises à dénoncer cette saison sanglante et à refuser d'y participer.

Elle appelle les universités à suspendre les contrats de coopération avec les universités israéliennes, toutes étroitement liées à l'industrie militaire

Elle appelle à renforcer partout les boycotts, les désinvestissements et les sanctions et à intensifier cette campagne, à travers notamment l'appel pour un embargo militaire contre Israël :

La France doit imposer un embargo militaire immédiat contre le régime israélien d'apartheid.

Les massacres contre la grande Marche du Retour ne doivent pas rester impunis !

Solidarité avec le peuple palestinien !

Embargo militaire contre Israël !

Israël Apartheid, Boycott !

www.bdsfrance.org

campagnebdsfrance@yahoo.fr

[*https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/israel-a-quand-un-embargo-sur-les-armes](https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/israel-a-quand-un-embargo-sur-les-armes)